



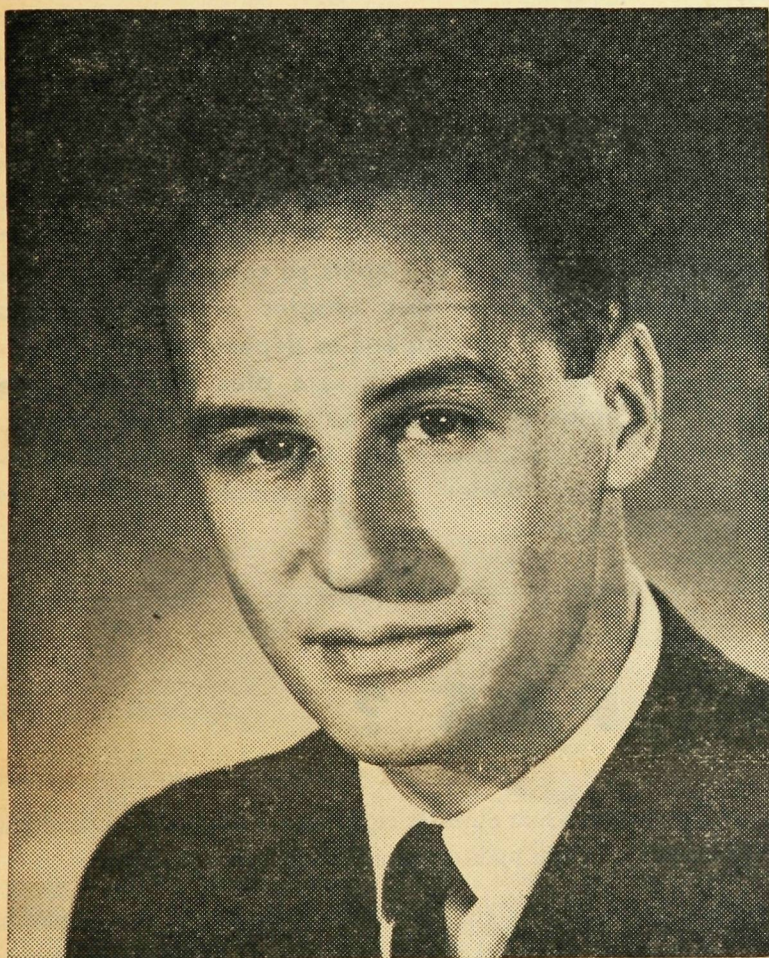
Inter

Bulletin de liaison des Diplômés de l'Université de Montréal

AVRIL 1963

2222 AVENUE MAPLEWOOD — MONTRÉAL 26

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication



Me JEAN-CLAUDE DELORME, avocat

Il y a quelques semaines, les commissaires de l'Exposition Universelle nommaient Me Jean-Claude Delorme, secrétaire-archiviste de la Compagnie de l'Exposition Universelle. En octobre dernier, Me Delorme acceptait la charge de secrétaire de l'association des Diplômés de l'Université de Montréal. Récemment, le club Kiwanis-Saint-Laurent invitait Me Delorme à titre de conférencier.

Tous ceux qui connaissent le secrétaire-archiviste de la Compagnie de l'Exposition Universelle Canadienne, se plaisent à souligner certaines qualités qui marquent sa forte personnalité. Travailleur acharné, audacieux, tenace, Me Delorme réussit tout ce qu'il entreprend; il s'est acquis la confiance de tous ceux qui entretiennent des rapports avec lui.

A l'association des Diplômés de l'Université de Montréal, Me Delorme donne plus que sa part. Ce groupement lui doit beaucoup. Aussi c'est avec beaucoup de plaisir que tous lui souhaitent meilleurs succès dans ses nouvelles responsabilités.

LETTRE D'UN LECTEUR

Monsieur le Secrétaire,

A titre de Diplômé de trois facultés et à titre de professeur qui a eu pendant huit ans l'occasion d'enseigner dans le cadre de l'extension de l'enseignement, je m'étonne de la situation actuelle de notre Université et des attaques que certains groupes peu représentatifs, utilisant les moyens les plus discutables, portent à l'endroit de cette noble institution.

Je désire féliciter MM. André BACHAND et Léon LORTIE pour leurs courageuses interventions dans un débat qui menace les bases fondamentales de notre Université.

D'après les conversations que j'entends un peu partout, je m'aperçois que l'opinion est unanime, ou presque, pour combattre les saboteurs de l'Université. Les Diplômés de l'Université devraient, à mon point de vue, prendre position. S'ils ne le font pas, ils manquent gravement à leur devoir

qui est de défendre et de promouvoir les intérêts de notre Université dont la fidélité à la tradition catholique devrait faire l'admiration de l'univers.

L'Université de Montréal est un phare dont les diplômés, en particulier ceux de sa faculté de Théologie, ont porté aux quatre coins du monde le flambeau de la civilisation chrétienne. Le Chanoine Groulx, dans un remarquable ouvrage que trop peu de gens possèdent dans leur bibliothèque, *Le Canada Français Missionnaire*, a tracé une vibrante esquisse de l'oeuvre de ces compatriotes dont plusieurs ont été formés par l'Université de Montréal.

Tous ensemble mettons-nous au service de la vérité pour enrayer le travail de sabotage entrepris depuis quelques années contre nos plus belles institutions.

Bien à vous.

Marcel-M. THERRIEN.

NOS FRÈRES, LES ÉTUDIANTS

E
D
I
T
O
R
I
A
L

Dans un article récent du Quartier Latin, M. André Bachand dit de ce journal qu'il est libre de toute censure et de toute intervention des administrateurs de l'Université. Il ajoute que l'Université de Montréal a voulu considérer les étudiants comme des adultes et laisser alors "l'AGEUM assurer ses responsabilités quant au Quartier Latin et à l'équipe qui le dirige."

Voilà un geste généreux, mais d'une naïveté étonnante. Il convient ici de se demander si les autorités de l'Université ont agi avec prudence en accordant aux étudiants tous les droits, . . . y compris le droit à l'erreur. Nous avons toujours cru et nous croyons encore que l'idée de liberté S-U-I-T l'idée de personnalité. N'a droit à la liberté que celui qui en est digne. Et cela est si juste que ceux qui sont une menace pour la société, on les prive de ce précieux don pour les renfermer. On nous répondra sans doute que tous les hommes sont égaux. En principe la chose est vraie, mais de fait rien n'est plus faux. L'égalité n'est pas une vertu, elle est un instinct d'ordre inférieur. Il en résulte qu'égalité et liberté sont incompatibles. La liberté est la récompense de l'honneur et de la sagesse, c'est-à-dire la consécration de la personnalité. Bien sûr, les étudiants sont libres, mais libres d'une certaine liberté, d'une liberté respectueuse de l'autorité, d'une liberté à l'abri de l'effronterie et des insinuations malveillantes, d'une liberté qui convient à leur âge et sait se plier aux exigences des convenances.

L'Université de Montréal a cru bon, disions-nous, d'accorder toute liberté au Quartier Latin. Serait-ce alors dans le but de permettre à ses enfants de renier leur père et mère pour mieux se choisir des parents adoptifs ? Non, cela n'est pas possible. L'ingratitude des fils ne peut aller jusque là. Mais qu'ont fait ses fils qui la fréquentaient ? Ils ont pour le moins gravement manqué de respect à son égard. Et je crains bien que, s'ils avaient été dans une autre institution du même genre au Canada ou aux États-Unis, ils se seraient vu refuser la permission de publier tel quel leur fameux article et, s'ils l'avaient fait quand même, ils auraient sans doute eu à terminer leurs études dans une autre maison, plus accommodante celle-là, . . . à l'Université de Montréal, par exemple.

Nous croyons donc qu'il est temps que les administrateurs sachent de façon efficace affermir leur autorité et ne pas la laisser sapper par des articles que nous croirions trop souvent improvisés. D'autre part, les étudiants devraient être réalistes, moins impulsifs et plus compréhensifs. Qu'ils ouvrent les yeux et qu'ils jugent non pas dans l'abstrait, comme s'ils étaient lancés à la poursuite de quelque idéal illusoire ; qu'ils se rendent compte par eux-mêmes des progrès accomplis depuis quatre ou cinq ans et dépassant toute imagination. Cela leur sera plus profitable que tous les reproches qu'on saurait leur adresser. Et puis, à ce moment-là seulement, ils pourront porter des jugements équilibrés et nuancés.

POURQUOI PAS ?

Avez-vous jamais songé à l'utilité, pour vous, de "La Caisse Populaire de l'AGEUM" ?

C'est un service d'épargne et de crédit dont l'accès vous est facile.

Cette caisse occupe la chambre no 305 du Centre Social.

Ses portes vous sont ouvertes cinq jours — du lundi au vendredi inclusivement — entre midi et demie et une heure et demie.

Cette entreprise des étudiants, des professeurs et des employés de l'Université de Montréal s'avère une réussite grandissante depuis le 4 mars dernier, premier jour d'affaire: cette journée-là, les sociétaires (nouveaux) ont déposé au-delà de \$1,500 !

Déjà une centaine de sociétaires bénéficient de "La Caisse Populaire de l'AGEUM"; son actif est de l'ordre de 17-mille dollars, après une quinzaine de jours d'affaire.

Donc, invitation à vous tous, diplômés !

Marcel ROUSSE,
Secrétaire gérant de
"La Caisse Populaire de l'AGEUM".

Montréal, le 18 mars 1963.

L'INTER

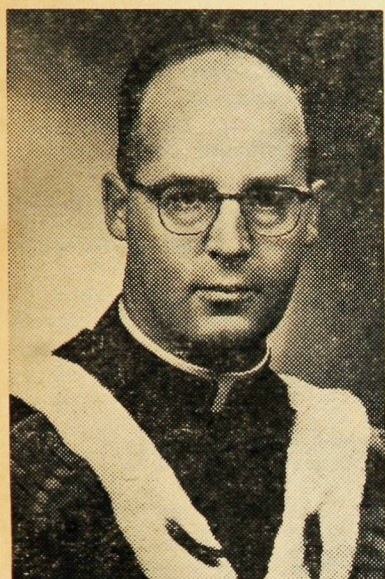
"L'Inter", journal officiel des Diplômés de l'Université de Montréal paraît mensuellement (10 numéros). Les bureaux de l'Inter sont situés à 2222 avenue Maplewood, chambre 361. Tél.: RE. 3-9951, poste 312 et 346.

Rédaction et Administration: M. Gérard MATTEAU, Secrétaire du Conseil des Diplômés et du Fonds Annuel de l'Alma Mater.

passé héroïque avenir prometteur

2

ÉCOLE NORMALE SECONDAIRE



M. l'abbé Maurice LEROUX

L'Ecole Normale Secondaire a été fondée en 1941, dans le but de préparer les professeurs d'enseignement secondaire. A cette époque, la pédagogie scientifique était à peu près inconnue dans les collèges classiques de la province de Québec. Son Excellence Monseigneur J. Charbonneau, Archevêque de Montréal et chancelier de l'Université, faisait des instances auprès du Recteur, Mgr O. Maureault, pour qu'il fonde une Faculté de Pédagogie.

Malheureusement le Recteur se trouvait sans ressources financières et l'Université n'était pas en mesure d'absorber les dépenses d'une nouvelle faculté. Monseigneur le Recteur fit donc appel à quelques-uns de ses amis assez entreprenants et dévoués à la cause de l'éducation.

C'est ainsi que l'Ecole Normale Secondaire prit naissance, il y a plus de 20 ans, comme école affiliée à l'Université de Montréal, sans appui extérieur sauf celui du Recteur et de l'Université, sans ressources autres que la bonne volonté de ses fondateurs.

Les pionniers qui ont assisté à la naissance de l'Ecole Normale Secondaire suivent encore l'Ecole dans son évolution. Ils font presque tous partie de son Conseil d'administration moins le P. Alcantara Dion qui est décédé et Mgr Lussier qui a démissionné

comme secrétaire, il y a environ un an. M. Perras, p.s.s., qui est encore supérieur, le P. L.-J. Lefèvre, c.s.v., le P. N. Mailloux, O.P., le P. Picard, s.j. sont encore membres du Conseil d'administration. Ils se sont adjoints Mgr P. Décary, P.D., Mgr L. Beauchamp, M. Marcel Ste-Marie et l'abbé Maurice Leroux, actuel directeur des études.

☆☆☆

Dire que les premières années de l'E.N.S. furent parfois très pénibles dans ces conditions me paraît presque un truisme. Les collègues n'étaient pas tous convaincus de la nécessité de la pédagogie pour leurs enseignants, et d'autre part les laïcs étaient très peu nombreux à se lancer dans l'enseignement. Si bien que de 1941 à 1951, l'Ecole ne recevait pas plus de 150 étudiants dont 5 laïcs seulement.

Mais par la suite, surtout en ces dernières années, sous l'influence de certains facteurs que j'énumérerai tantôt, l'Ecole a pris un essor que ses directeurs ont maintenant peine à freiner. Parmi ces facteurs je mentionnerai d'abord l'octroi du brevet d'enseignement classe "A" à nos étudiants. Dès 1955, le diplôme décerné par l'E.N.S. était suivi d'un brevet "A" décerné par le D.I.P.; ceci, croyons-nous, encourageait certains laïcs à venir à l'E.N.S.

En ces mêmes années, le P. Marcel de Grandpré alors directeur des études a fait une propagande intense auprès des collègues classiques. De plus en plus, les finissants de ces institutions ont opté pour l'enseignement.

En 1960, le Séminaire de Philosophie devenant trop petit pour accommoder l'E.N.S., le Recteur de l'Université, Mgr Lussier, invita l'Ecole à loger sur le campus. Ce fait valut à l'Ecole un prestige accru et le nombre des étudiants augmenta encore.

Enfin, vers la même année, le gouvernement provincial commença à s'intéresser au sort des professeurs et à hausser les salaires. La fonction de professeur devenait plus intéressante et plus de bacheliers ès arts se sentaient des attraites pour l'enseignement.

Les chiffres que je vais citer maintenant corroboreront ces affirmations. Alors que dans les 10 premières années l'Ecole recevait une moyenne de 15 étudiants par année, dès 1957 elle comptait 68 étudiants à temps complet. Et avec l'ouverture des cours d'été en 1957, le nombre des étudiants à temps complet et à temps partiel n'a cessé de croître.

Aujourd'hui l'Ecole admet environ 125 étudiants à temps complet en 1ère année, une cinquantaine en 2e et 3e années, et environ 600 étudiants à temps partiel durant les cours de vacances et durant l'année. Les effectifs actuels de l'Ecole ne permettent pas l'admission d'un plus grand nombre d'étudiants. C'est regrettable, parce que la pénurie de professeurs est encore grande au niveau secondaire.

☆☆☆

L'Ecole Normale Secondaire emploie 10 professeurs à temps complet et des chargés de cours. Scrupuleuse quant aux titres détenus par ses professeurs, elle ne l'est pas moins quant à leur pédagogie. Outre le savoir, elle exige qu'un professeur sache enseigner et que les élèves sortent du cours avec plus de lumière qu'ils n'en avaient en y entrant.

Le programme des études de l'Ecole Normale Secondaire peut être couvert en trois années complètes après le baccalauréat ès arts. Après la première année, les étudiants reçoivent le Baccalauréat en pédagogie et le brevet d'enseignement classe "A". Malheureusement, les offres d'emploi sont si nombreuses que beaucoup d'étudiants abandonnent leurs études après cette première année pour se lancer dans l'enseignement, quitte à continuer leurs études à temps partiel.

Il y a deux ans l'E.N.S. avait pensé fermer tous ses cours aux étudiants à temps partiel et n'accepter que des étudiants à temps complet et pour le baccalauréat et pour la licence.

Mais la pression a été si forte de la part des organismes qui s'occupent d'éducation que la Direction des études a décidé de maintenir encore quelque temps le

régime des études à temps partiel au niveau de la licence. Il ne fallait pas, disait-on, priver la province d'enseignants pendant deux ans alors que les besoins sont si pressants. Il ne faut pas, ajoutait-on, enlever l'opportunité de se perfectionner aux professeurs déjà en exercice, etc. Devant ces arguments la Direction des études a cédé, et elle continue à dispenser des cours à temps partiel et durant l'année et durant l'été. Environ 600 professeurs suivent ces cours.

☆☆☆

J'ai déjà parlé occasionnellement du programme d'études que suivent nos étudiants à l'E.N.S. Ce programme est réparti sur trois ans. Il comporte deux branches bien distinctes : une branche de pédagogie et une branche en matières académiques.

Les matières de pédagogie sont toutes enseignées à l'Ecole. Les matières académiques se prennent dans les Facultés en autant que faire se peut. Quand celles-ci n'offrent pas les cours nécessaires à des professeurs, l'Ecole les organise elle-même.

Comme dans toutes les autres facultés, l'Ecole se préoccupe beaucoup du travail personnel de ses étudiants et de la recherche scientifique. Un mémoire est imposé en première année et la thèse est obligatoire au niveau de la licence.

Depuis 2 ans les étudiants de l'E.N.S. font partie de l'A.G.E.U.M. Le mérite en revient certes aux dirigeants de l'A.G.E.U.M., qui ont bien voulu ouvrir leur porte à nos étudiants, mais aussi aux étudiants eux-mêmes qui se sont groupés en Association des Etudiants de l'Ecole Normale Secondaire (A.E.E.N.S.) pour mieux promouvoir leurs intérêts. Les Anciens de l'E.N.S., au nombre d'environ 1,500, sont considérés comme diplômés de l'Université de Montréal et se sont groupés dans l'Association des Anciens de l'E.N.S. (A.A.E.N.S.). Un bulletin qui paraît quatre fois l'an les tient au courant des différentes activités des anciens et de l'Ecole. Une journée pédagogique les réunit une fois l'an.

Maurice LEROUX, ptre.

BUREAUX À LOUER FÉDÉRATION DES COLLÈGES CLASSIQUES

- 1940 est, boul Henri-Bourassa (près Papineau)
- Edifice moderne très facile d'accès
- Ascenseur, stationnement, conciergerie
- 650 pi. car. au rez-de-chaussée
- 3600 pi. car. au premier étage
- Occupation immédiate.

Pour tout renseignement, communiquez entre

9 h. a.m. et 5 h. p.m. avec :

M. ROLAND COUSINEAU

Téléphone : 381-8891

Mémoire à la Commission Parent

Les Diplômés de l'Université de Montréal ont remis à la Commission Parent, au cours de Janvier 1963, un mémoire sur l'éducation.

Voici un résumé de la deuxième partie de ce mémoire.

2

HUMANISME CHRÉTIEN ET CULTURE

L'homme est ainsi fait que l'histoire de ses combats le fait osciller entre deux pôles, celui de croyances religieuses en la divinité d'un au-delà mystérieux et celui de ses espérances en un bien-être matériel ou spirituel comme une autre partie de lui-même. Entre ces deux extrêmes, le chrétien ne saurait hésiter à fixer son choix, car à ses yeux la seule réponse aux frictions éventuelles des fins terrestres et célestes de l'homme réside dans la reconnaissance et l'application des principes du seul humanisme viable, l'Humanisme de l'Incarnation.

C'est à la lumière de ce dernier postulat que les Diplômés ont rédigé leur mémoire et l'ont soumis à la Commission Parent. Il semblait que les quelque 18,000 Anciens de l'Université de Montréal, parce que partie d'une élite formée à l'enseignement d'une institution à la fois catholique et française, avaient, à plus d'un titre, leur mot à dire sur une question aussi importante que l'éducation.

Qu'avait-ils à dire ? Peu et prou. Peu, en ce sens qu'ils n'ont pas voulu s'attarder à des détails qui n'auraient peut-être pas rallié l'unanimité d'un corps aussi vaste et varié que celui des Anciens ou encore appuyer de leur poids des suggestions déjà présentées par d'autres organismes à la commission d'enquête sur l'éducation. Ils se sont limités à quelques recommandations concrètes, dont celle d'une Commission Permanente qui veillerait aux destinées de l'éducation dans l'Etat du Québec, recommandation d'ailleurs qui fit l'objet d'un article dans le dernier numéro de l'Inter.

Et prou, parce que certaines vérités fondamentales, particulièrement chères aux traditions de notre milieu, méritaient, de l'avis des Diplômés, une attention spéciale de la part des membres de la Commission Parent. Le mémoire a donc largement puisé en ce qui fait la richesse de notre patrimoine national, la langue et la religion. On peut même dire que ces deux thèmes inspirent tout le mémoire et qu'ils reviennent avec

des variantes à chaque chapitre comme autant de leitmotifs.

On ne peut donc accuser les Diplômés de s'être isolés dans la région éthérée des principes et d'avoir ainsi cherché à fuir tout contact avec la réalité d'une société sans cesse en évolution. Au contraire, c'est parce qu'ils ont voulu être pratiques qu'ils ont fait la part des choses sur la question vitale de l'éducation au Québec et qu'ils n'ont pas craint de plonger au cœur même de ce problème en définissant la notion de culture, non pas d'une culture quelconque, anonyme et désincarnée, mais d'une culture prenant racine en terre canadienne sur le sol québécois.

C'est ainsi qu'après avoir constaté, comme bien d'autres d'ailleurs, que la culture dans notre province fait face à deux blocs puissants, les Etats-Unis et la Russie, pays qui ont en commun le culte de la technique et de la spécialisation, les Diplômés ont voulu s'unir autour de ce qu'elle a d'original et de ce qui en fait sa véritable grandeur, c'est-à-dire son caractère d'universalité.

Voilà un bien grand mot que celui de culture générale, qu'il importe pourtant de ne pas mêler à toutes les sauces, en laissant croire, par exemple, qu'elle doit comprendre dans un système un peu de chaque chose. Ne cherchons, pas une telle acception, à créer un type d'homme, car l'homme cultivé est lui-même un type d'homme qui existe : qu'il suffise de l'observer pour le décrire.

L'homme cultivé, c'est celui qui sait se caractériser par son ouverture d'esprit, c'est-à-dire par la disposition qu'il a à accepter la pensée d'autrui, même si celle-ci devait être chrétienne. C'est quelqu'un qui cherche à comprendre avant de juger et qui se garde bien d'opposer à l'interlocuteur la barrière d'un jugement tout fait, ou d'ignorer dans ses appréciations des facteurs comme le milieu, la langue et la foi. D'ailleurs, son esprit est ouvert aux lettres et aux arts, à la science et aux techniques, et surtout à la vie politique et religieuse.

L'homme cultivé, c'est celui qui vit en familiarité avec le

passé. L'être humain doit en grande partie ce qu'il est à ce qu'il fut : il subsiste toujours. La connaissance du passé doit permettre avant tout à l'homme de distinguer dans la vie humaine le permanent du changeant, l'essentiel de l'accessoire, le nécessaire du contingent, l'universel du particulier, de façon à ce que, en aucun temps, il ne soit dupe du présent au moment même où il croit posséder la nouveauté salvatrice, de façon à pouvoir reconnaître dans l'homme d'aujourd'hui ce qui le rattache à l'homme d'hier, à l'homme de toujours.

De là découle un troisième élément : l'homme cultivé, c'est celui qui sait manier les idées générales. On peut dire sans crainte d'errer que la puissance de l'homme vient de son aptitude à abstraire. Il doit s'habituer

d'abord à découvrir puis à énoncer avec précision les rapports entre les abstractions. Sans cet esprit d'abstraction, aucune vue générale des rapports qui existent entre les grandes valeurs de la vie.

Loin de s'opposer, l'humanisme chrétien et la culture sont appelés à former un tout harmonieux, parce que ces deux valeurs sont fondées sur les potentialités mêmes de la nature humaine. En effet, l'humanisme chrétien se présente comme enté sur une nature humaine ouverte sur tout enrichissement terrestre ou divin, mais non sur une nature et une raison fermées sur elles-mêmes, c'est-à-dire sur une conception anthropocentrique de l'homme et de la culture.

Florent Venne

IDÉES EN VRAC

Nous, aveugles fils d'une fierté démesurée !

L'affaire Gordon n'est plus. Un enterrement de première classe, quoi ! Le président des Chemins de fer nationaux a su bien tirer son épingle du jeu. Il ne nous reste plus qu'à attendre un autre scandale pour fouetter notre fierté. Le Canadien français est le type de l'homme heureux : il est ainsi fait qu'il sait vite oublier, surtout les affronts. Philosophie, semble-t-il, qui en vaut bien d'autres. Intellectuellement paresseux, il ne sait trop ce qu'il veut, hors le droit de revendiquer, trop souvent à tort. Ou plutôt, il aspire à beaucoup de choses, pourvu que l'assiette à gâteaux lui soit accessible sans trop d'effort. Sa soif de culture supérieure lui permettrait, dit-on, cette fière attitude. Mais, si l'affaire Gordon ne fut qu'un feu de paille et affaire d'illusions pour beaucoup, elle a cependant permis, Dieu merci, à quelques-uns des nôtres une introspection salutaire.

Res, non verba

En plusieurs occasions, on a pu voir, je crois, se manifester la sincérité de nos compatriotes de langue anglaise à l'égard de notre race, jamais toutefois plus clairement que dans les circonstances présentes. En effet, que ceux qui justifient leur attitude en face de nos revendications se trouvent à appartenir à une patrie commune, que leur franchise soit étrangère à une courtoisie d'un goût douteux, qu'une quasi-unanimité se soit faite chez l'élément anglais autour de certains propos de M. Gordon, n'est-ce pas là pour nous, Canadiens français, un bienfait que nous ne saurions ne pas résolument apprécier, pour

peu que nous voulions être sincères avec nous-mêmes ? Il nous faut donc dès maintenant, fils d'une culture française, veiller à ne pas paraître nous-même au-dessous des circonstances présentes. Car ce serait une honte, la pire des hontes, qu'on nous vît renoncer aux occasions de réfléchir que nous a préparées la fortune.

Convient-il alors de faire une revue détaillée des ressources de nos compatriotes de langue anglaise et nous exciter par ce moyen à faire notre devoir ? Je ne le crois pas. Pourquoi ? Parce que tout ce qu'on pourrait dire à ce sujet ne serait pas, à mon avis, sans quelque gloire pour ceux-ci et ne ferait pas nécessairement honneur à notre conduite. Ce qu'il importe davantage, en ce moment, c'est d'éviter les comparaisons, souvent boiteuses et toujours odieuses, et de faire un examen de conscience, de nos défauts et de nos vertus, de nos faiblesses et de nos aptitudes, de l'impuissance de notre puissance, bref de nous demander jusqu'à quel point nous avons de respect pour la seule valeur qui compte dans la vie, l'ACTE. Ceci dit, qu'on me permette quelques questions auxquelles, faute d'interlocuteur, je joindrai les réponses.

Que sont les 18,000 diplômés de l'Université de Montréal ? Une élite à laquelle le peuple peut se fier ? Un exemple pour la jeune génération encore aux études et pleine d'enthousiasme et d'illusions ? De fidèles représentants de nos traditions françaises et chrétiennes ? En un mot, des citoyens appelés par leur

formation à garantir et à promouvoir les causes sacrées de notre race ? Ne seraient-ils pas plutôt pour une bonne part, autant de petits bourgeois satisfaits dès qu'ils ont assuré à leur famille la sécurité, sans toutefois oublier le superflu indispensable au prestige ? Autant d'honnêtes citoyens, parce qu'ils ont vécu paisiblement, à l'abri de toute polémique, toujours soucieux de ne jamais se compromettre et pleins de respect pour ce qu'ils appellent les conventions sociales du milieu québécois ? Autant de professionnels, de spécialistes qui n'osent se mêler de politique sous le fallacieux prétexte de voir se tenir leur réputation ? En somme, autant d'insoucients lorsqu'il s'agit des intérêts qui ne sont pas les leurs ? L'attitude de nos diplômés, je le crains bien, semble être d'une discrétion par trop négative, assez voisine de la loi du moindre effort. Souvent, hélas ! la vie communautaire se résume à une abstraction, à un concept vide de sens, comme si, à l'instar d'un jeu, le fait de se récrier dès que les droits des nôtres sont lésés pouvait suffire.

Mais, est-ce bien là vivre dans une société ? La philosophie de nos 20 ans, à l'enseigne d'Aristote, nous avait appris bien d'autres choses sur les corollaires qui découlent de l'essence même de l'homme. A nous voir agir au pays du Québec, je crains fort que le philosophe n'y comprendrait plus rien à sa définition de l'homme qu'il appelle pourtant un ANIMAL POLITIQUE. Est-ce en vain que nous-mêmes aurions appris des formules comme celles-ci : le citoyen travaille au bien de la communauté aussi naturellement que l'abeille butine le pollen des fleurs ; il ignore honneurs, gloire et fortune, et n'a de souci que pour son métier ou

sa profession parce qu'il a conscience d'accomplir son devoir ; la recherche, le travail et la conscience professionnelle, voilà les seules valeurs qui, à ses yeux, ont quelque importance et doivent infailliblement apporter à la communauté à laquelle il appartient, ses titres de noblesse ; le mieux être de la société l'occupe comme d'un premier souci, parce qu'il se reconnaît une certaine responsabilité à son égard. Est-ce bien ainsi, comme diplômés, que nous nous retrouvons face à nous-mêmes ?

Symboles anémiques et réversibilité

Je crain bien, hélas ! que notre comportement soit tout autre. Nous appartenons, nous, diplômés, à une élite d'une fierté démesurée, et du concept de responsabilité sociale nous ne savons pour la plupart que la définition, car les devoirs et les obligations qu'elle renferme relèvent d'une ascèse qui nous est inaccessible. C'est pourquoi, nous nous contentons de symboles, béatement satisfaits dès qu'on daigne nous en faire cadeau. Mais que faire des symboles ? Ils ne sont pour moi qu'un vain mot s'il ne sont pas fondés sur des réalités et du concret. A quoi d'ailleurs peuvent servir images, figures ou formules si elles se résument à des abstractions ? Et je suis fortement porté à croire que les rares droits qu'on nous a reconnus à Ottawa depuis ces trente dernières années se ramènent à des équations symboliques : le billet de banque bilingue, symbole d'un pays en réalité unilingue ; chèque bilingue, symbole d'une économie politique plutôt anglo-saxonne ; traduction simultanée, symbole d'une pensée française qui n'existe même pas dans la capitale canadienne ; et les inscriptions

bilingues et les publications bilingues, qu'est-ce que tout cela si ce n'est que de maigres concessions distribuées avec parcimonie, et le plus souvent pour des fins électorales. De ces symboles vides de toute réalité, j'en suis personnellement las. Mais laissons ces choses de côté cela vaut mieux. A mon sens, l'unique souci ou inquiétude qui devrait nous hanter réside dans la poursuite de réalisations et d'actions qui parlent par elles-mêmes, car l'immobilisme de la pensée nous a trop longtemps suffi. Galvanisons nos énergies autour de ce que jusqu'ici nous n'avons convoité que de façon cogitative. L'heure est à l'action.

L'oeuvre la plus pressante pour notre association, qu'il importe de mettre en chantier dès maintenant, est de faciliter l'accès à l'éducation universitaire au plus grand nombre de jeunes. Voilà un objectif qui demandera d'immenses sacrifices en énergie et en argent pour rattraper le temps perdu et un sens prononcé de l'initiative pour promouvoir cette cause sacrée au sein même des classes riches de notre société et surtout des industries. Ici les Diplômés sont appelés à jouer un rôle de première importance puisque, comme tels, ils appartiennent à ce milieu.

Leur rôle dans les domaines de l'économie politique et de la politique elle-même demeure tout aussi important. Si bien que s'y soustraire serait priver la société d'apports aussi opportuns que nécessaires. Il est temps, plus que jamais, que ces deux sphères de l'activité humaine passent de cet état de dédain — ou de mépris — que nous avons toujours entretenu à leur égard au plan supérieur des plus riches et prometteuses réalités. J'ai pour la politique, entre autre, la plus

haute opinion. Elle incarne à mes yeux la plus belle vocation humaine puisqu'elle est faite pour assurer le bonheur terrestre de la société.

Effort de revalorisation

On a dit qu'il fallait "tenir à Ottawa, bâtir à Québec". La formule est neuve et bien tournée, mais elle reste en deça de nos aspirations comme *Canadiens* d'expression française. Il vaudrait mieux bâtir à Québec de façon à nous savoir chez nous à Ottawa. Le jour où nous aurons des actions d'une authentique valeur à produire aux yeux de nos compatriotes des autres provinces, ce jour-là seulement nous pourrions espérer mériter le respect dû à notre minorité et faire accepter aussi bien dans des amendements à la constitution canadienne que sur le plan pratique, des droits que nous réclamons à grands cris et auxquels nous avons à peine droit. Mais laissons de côté pour le moment la seconde partie de cette nouvelle formulation, car il nous importe avant tout d'édifier dans le Québec un Etat qui soit supérieur sur le plan éducationnel, à l'avant-garde au niveau de la politique et puissant au point de vue économique. L'ère de la défensive doit être à jamais révoquée, et seule cette triple offensive nous permettra de jouir éventuellement de droits égaux et de pouvoir ainsi efficacement collaborer à l'édification d'un Canada uni.

L'effort que je propose est réalisable, même si nous ne formons qu'une minorité. L'histoire est remplie d'exemples de minorités qui ont su commander le respect par leur valeur et leur compétence. Qu'il nous suffise de relire l'époque héroïque du microcosme hellénique face au microcosme perse. Marathon, Salamine

SERVICE DE PLACEMENT — OFFRES D'EMPLOIS

DIPLÔMÉS

3 à 7 ans d'expérience (environ)

Agent social :

pour organisation de souscriptions.

Rédacteur économiste :

Démarcheur :

pour association canadienne-française.

Directeurs de personnel :

services publics,
Chaîne de restaurants.

Analyste :

études et méthodes de bureau.

Propompteur d'appareils scientifiques au Canada :

compagnie de balances de précision.

Pharmacien (50 à 60 ans) :

à temps complet ou partiel pour pharmacie dans les Laurentides.

DEMANDÉS

Moins de 3 ans d'expérience

Chimiste :

analyse et travail de production.

Représentants : (B.Sc.):

produits pharmaceutiques.

Géographe :

agent technique de photographies.

Stagiaires en administration :

(B.A. ou B.Com. ou Sc. Sociales):

pour compagnies de finances, assurances, valeurs mobilières.

B.Sc.:

pour département de mécanographie.

N.B. — Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à M. Marcel E. Cloutier, directeur du Service de Placement, Centre Social, suite 710, RE. 3-9951, poste 300.

et Platées, autant de victoires d'une poignée de Grecs aux dépens d'un envahisseur de beaucoup supérieur par les richesses de son royaume et la puissance de son armée. C'est dans le microcosme que l'homme prend toute sa valeur. A ce moment, en tant qu'individu et personne, l'homme s'affirme comme une unité active de la société, il est une entité qui participe à la vie et au mieux-être des siens. Notre stratégie doit viser à remplacer par la qualité la quantité que nous ne pouvons avoir. Voilà le mot qu'il faut retenir, la qualité ; c'est là que réside la libération du peuple québécois, dans le souci à la fois clairvoyant et prononcé de la perfection. N'espérons point susciter l'admiration et la reconnaissance des autres, si la préoccupation du bien senti et bien fait n'accompagne pas notre action. En ce moment de notre histoire, le Québec ne possède à peu près comme "matière première" que l'homme. Son existence, son progrès et son salut dépendent de son esprit de travail, de l'intelligence qu'il met à son travail et aussi de la constance qu'il met à l'accomplir.

Unité de pensée et d'action

Nos efforts devraient tous se concentrer vers cette triple offensive, éducationnelle, politique et économique. C'est en même temps un effort d'unité que je demande autour de cette vaste entreprise qu'est la libération de notre peuple. Si nous admettons qu'il y a là des aspirations qui valent la peine d'être vécues, n'hésitons pas à offrir notre part d'énergie, de courage et d'abnégation ; ne craignons point de sacrifier nos opinions personnelles, quand l'exige le bien commun. Ne considérons pas comme d'une importance majeure ce qui n'est que secondaire. Certes, il faut comprendre et parler le langage de son temps, mais il faut également prendre soin de ne pas compromettre avec les opinions qui varient et qui meurent l'imprévisible nouveauté de la vérité. Que les journaux et autres organes d'information ne s'attardent pas à régler publiquement, dans leurs éditoriaux ou ailleurs, des problèmes personnels, à donner la vedette à des mouvements d'une importance infinitésimale dans notre vie de citoyen ou à des idées qui viennent cacher la vraie perspective des choses, en plus

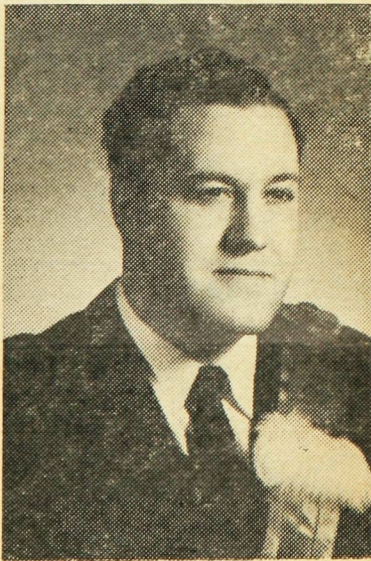
d'apporter la dissension dans la cité. Puisse-t-on également mettre un frein à cette manie qui s'installe chez nous et qui consiste à cataloguer les intellectuels et les hommes d'action ; à quoi servent, en effet, ces distinctions de "gauche" et de "droite", de "centre-gauche" ou de "centre-droit", sinon à attiser certaines animosités et à provoquer des discussions souvent futiles qui ne font qu'élargir le fossé entre les hommes de bonne volonté et faits en raison de leur nature même pour s'entendre et assurer la poursuite du bien commun dans la société. La cité est chose sacrée, et l'individu qui substitue ses intérêts personnels à ceux de la société — habituellement sous le couvert de motifs les plus désintéressés — commet un crime social. Bien sûr, on est sincère, dira-t-on, de la plus sincère sincérité, mais la sincérité est étrangère, ne l'oublions pas, aux mouvements primo primi, à la spontanéité, et elle est avant tout fille de la réflexion.

Je sais qu'il y a chez nous de fortes personnalités des hommes qui font honneur à leur profession, à leur métier et à la société, et cela à tous les niveaux de l'activité humaine. Mais ils sont, hélas ! trop peu nombreux, et

leur marche vers les objectifs que j'ai définis plus haut est appesantie et ralentie par la masse d'amorphes qu'ils ont à traîner derrière eux. Je veux parler plus particulièrement de cette masse de diplômés ou de professionnels enlisés dans une espèce d'irréalisme de pensée et d'attitude de bourgeoisie. Le poids que l'élite — qui n'est pas nécessairement composée d'intellectuels, je vous prie de me croire — doit tirer à sa suite n'est pas le peuple, car celui-ci a assez de bon sens, de sagesse et de courage pour porter le fardeau des sacrifices qui lui incombent comme il l'a toujours fait d'ailleurs, mais c'est cette masse de ceux qui prétendent appartenir à l'élite et dont celle-ci renie l'égoïsme, la paresse intellectuelle et la fierté démesurée. J'apprécie trop la classe des bien pensants, des universitaires et des intellectuels pour la laisser se perdre dans l'inertie de spéculations pures ; et mon verbe qui la fustige s'inspire des plus saines intentions ; j'ai en effet pour ma cité et pour ma race trop d'amour pour ne pas me créer des ennemis en blâmant les défauts de mes amis mêmes.

Florent Venne,
Faculté des Lettres.

BILINGUISME RATÉ BILINGUISME RENTABLE



MAURICE BRICAULT

Un cri d'alarme fortement répercuté s'est fait entendre : l'avenir de la Confédération est menacé. Une lutte de factions même s'est engagée. Les jeux sont faits, affirment les uns ; un brin d'espoir subsiste, soutiennent les autres. Rares ceux qui la croient en bonne santé à la veille de son centenaire.

A titre d'éducateur, je suis de ceux qui sont prêts à tenter le suprême effort avant de capituler. Et s'il importe d'abord de repen-

ser la teneur même de la Constitution, il est tout aussi urgent de préciser au plus tôt les *moyens dynamiques* qui peuvent la rendre viable, dans les institutions et dans les esprits.

Or, il faut bien se convaincre une fois de plus qu'au palier des grands moyens, l'apprentissage de la langue seconde reste encore une étape décisive à franchir. C'est qu'alors la dualité de culture serait assumée, du moins dans son mode d'expression. Ceci ramène tout naturellement le bilinguisme au niveau des cadres scolaires et aux années de son élaboration. D'abord, je soutiendrai volontiers, non sans quelque exaspération puisque je suis du métier depuis longtemps, que l'enseignement bilingue a été manqué, chez nous largement, chez les Canadiens anglais de façon catastrophique. Et ceci est vrai en dépit des cas d'espèce : ils sont du reste noyés dans un bilinguisme d'occasion et de demi-mesure, quand celui-ci n'est pas tout simplement livresque.

Par ailleurs, et je m'empresse de le dire, je crois encore qu'il peut exister un type de bilinguisme, *pratique et culturel* à la fois, accessible en plénitude aux deux groupes ethniques, bilinguisme qui s'étende d'un océan à l'autre et dont nous ne soupçonnons pas

encore l'incidence pédagogique et éducative. Puissé-je être assez spécifique dans ce propos pour ne pas être assimilé, sans plus de nuance, à une autre vague "méthode d'anglais" (ou de français) plus ou moins moussée à l'heure présente. Hélas, il y a des mots dans notre monde étrangement bilingue qui, par le marchandage ou le mauvais usage qu'on en fait, sont vidés de leur contenu, dévalorisés.

A RETENIR : DEUX AXIOMES

Des discussions multiples tournant autour du bilinguisme à l'échelle nationale, je retiens deux énoncés de principes que je mets volontiers en exergue de ces réflexions. L'un tient à l'idéal confédératif même, l'autre à la démarche essentielle pour l'atteindre pleinement. A) La Confédération ne vaut que si les deux grands partenaires y entrent à *part entière*, et B) le bilinguisme n'est rentable que si l'on confère au dialogue un *caractère* franchement *bilatéral*. J'insiste sur les expressions "part entière" et "dialogue bilatéral" pour ce que cela suppose de compréhension mutuelle et d'effort respectif et justement réparti. En somme, rester soi-même tout en partageant la culture de l'autre.

QUESTION DE PART RESTREINTE

Que notre participation aux affaires du pays ait été singulièrement *réduite* jusqu'ici, nos concitoyens anglais le concèdent de plus en plus, quelques-uns même

s'en excuseront. Entre autres raisons, il y a toujours eu cette question de langue de communication ; car même si nous sommes souvent piqués d'être bilingues la nécessité de recourir à l'anglais fut et reste encore une démarche qui nous place en *état d'infériorité psychologique*. Il faut être aveuglé par sa propre qualité bilingue pour ne pas discerner les limites du bilinguisme généralisé à tout un peuple. Que le dialogue donc, comme par nécessité, se soit presque toujours établi en anglais, *unilatéral* par conséquent, c'est une autre façon de souligner la *part restreinte* qui nous est dévolue. Quand un Canadien anglais rencontre un Canadien français, quelle langue parlent-ils ? L'anglais, bien entendu, dans neuf cas sur dix. Il n'y a pas lieu de s'en féliciter outre-mesure, car le dialogue est rarement mené *d'égal à égal* et, pour tout dire, il ne rend pas justice. Est-ce à dire qu'il faudrait renverser les rôles ? Ce serait déplacer le problème, sûrement pas le résoudre. Le caractère bilatéral du bilinguisme canadien n'en serait pas plus sauvegardé. Alors quoi ? Il n'est pas dit qu'une nouvelle orientation de notre système d'enseignement linguistique ne puisse apporter une solution équitable. Retenons pour le moment que l'idéal serait sûrement de pouvoir toujours parler d'égal à égal.

BILINGUE PLUS OU MOINS

On a beau être indulgent, charitable même, il devrait y avoir des limites à se féliciter mutuelle-

ment de notre connaissance *active* de la langue seconde. Je dis bien "active" puisque l'idéal bilingue, selon une opinion trop absolue, consiste nécessairement à parler la langue de l'autre. Sur ce point, je sais nombre d'universitaires qui n'arrivent pas à la cheville de nos bons ouvriers travaillant en milieu anglais. Leur bilinguisme pourtant, pour être d'un autre ordre, n'en est pas moins authentiques. A vrai dire, nous jouons la comédie du "grand" bilinguisme. Permettez que j'établisse d'exemples ce jugement; il n'est catégorique qu'en apparence.

L'ABC du bilinguisme conçu comme aptitude à parler l'autre langue, correspond à une simple lecture à haute voix. Je crains bien que nombre de nos concitoyens anglais, élite comprise, n'en soient toujours réduits à démêler le moins gauchement possible le texte qu'ils ont devant les yeux. J'ai beau les écouter avec indulgence, plus souvent qu'autrement je dois conclure à un gaspillage d'efforts, d'autant plus choquant que les idées méritent notre attention. Mais ce qu'il faut surtout retenir, c'est que ce pénible effort est au fond le "couronnement" de quelque huit années de français oral à l'école! Sûrement, et je le constate sans arrière-pensée, ce n'est pas le temps de parler du sens pratique de nos compatriotes. Tout de même quelle absence de rendement!

Sans doute nous débrouillons-nous beaucoup mieux en anglais: bien à plaindre qui, parmi nos classes ouvrière ou même bourgeoise, n'établirait même pas la communication sur le plan élémentaire des sons anglais. Avouons-le, il y a de ces connaissances pratiques qui ne sont acquises qu'en fonction d'un impérieux besoin de "faire son chemin". Par contre, ce qu'il faut affirmer sans hésitation, c'est que la communication plus exigeante des idées reste très souvent laborieuse, tronquée, semée de frustration. Devant ce fait quotidien, de grâce cessons de louer l'effort et la bonne volonté! Qui disait récemment que le Canadien français doit être compétent en anglais avant de l'être tout court? Les bouchées sont doubles et souvent indigestes. Vraiment, il semble que nous ayons l'indulgence trop facile. Pourquoi ne pas admettre qu'on fait au pays un usage trop souvent intempestif de la langue seconde? Une telle franchise des uns envers les autres ferait réfléchir les instigateurs d'un bilinguisme qui, à l'échelle canadienne, n'a jamais eu de chance de s'épanouir faute de militant assez nombreux.

Elite anglaise, classes bourgeoise et ouvrière françaises, j'allais oublier l'exemple de notre propre élite. Je m'empresse d'affirmer que nous avons un pourcentage

très honnête de sujets bilingues, et c'est sans doute à notre actif. Mais il y a plusieurs niveaux de communication. On imagine facilement, par exemple, qu'un journaliste des nôtres, informé des nouvelles nationales et capable de les interpréter, doit être bilingue. Il l'est généralement, mais jusqu'à quel point? Je l'ai vu et entendu l'autre soir à la télévision, à l'occasion d'un colloque mené en anglais. Je dois dire qu'il paraissait très au fait du sujet, mais qu'en anglais il a bien mal tiré son épingle du jeu. C'était même vexant à certains tournants de la discussion de sentir à quel point son discours était éloigné de sa pensée. Soulignons en passant que le fair-play des Anglais n'est pas allé jusqu'à tenter l'aventure en français pour rétablir l'équilibre des forces. Tous les participants s'y seraient au moins retrouvés "à part restreinte". Ma conclusion est catégorique: il en coûte extrêmement cher, même aux bilingues de classe, de porter témoignage de leur identité propre en langue seconde. Ils arrivent à établir une communication, mais ils y perdent tellement au change. A noter que l'exemple typique aurait pu être tout aussi bien celui d'un politicien, d'un homme de profession, que sais-je encore.

Il resterait peut-être à signaler l'anglais impeccable, idiomatique d'une certaine classe de Canadiens français identifiés par profession ou par métier au milieu canadien-anglais. (La situation contraire est à peu près inexistante, on le sait). A l'occasion de certains échanges avec ces gens je me suis souvenu que le bilinguisme pouvait se définir comme une juxtaposition de moyens d'expression, avec priorité évidente de la langue maternelle. Décidément le bilinguisme unilatéral n'est pas un mythe au Canada: on peut sûrement déapprendre une première langue en en apprenant une deuxième. Et le bilinguisme intégral est chose bien rare au Canada, et même dans la Province de Québec.

PARLER MOINS, ECOUTER BEAUCOUP

Ceci dit, je sens le besoin d'affirmer que le bilinguisme qui se définit surtout par l'aptitude à parler couramment la langue de l'autre, me semble toujours valable, voire nécessaire en plusieurs domaines de l'activité canadienne. Cependant, j'ai raison de croire que pour un peuple et deux nations cette forme de bilinguisme s'est avérée prétentieuse, idéaliste; et, encore une fois, elle s'est exercée au détriment de l'un de deux partenaires. Par ailleurs, j'imagine facilement un dialogue, *bilingue* et *bilatéral*, au cours duquel on entendrait successivement parler français et anglais, sans plus d'effort que d'écouter et comprendre la langue de l'autre. Cela suppose, en effet, la *compréhension audi-*

tive mutuelle, habileté qui est loin de comporter les exigences de l'expression orale, et qui établit pourtant une communication tout aussi directe et immédiate. Voilà la formule bilingue qui peut s'avérer rentable, si nos écoles respectives veulent bien la concrétiser dans des programmes correspondants. Or à l'heure actuelle, il y a bien peu de travail qui s'effectue systématiquement dans ce sens.

S'il fallait mettre le doigt sur l'erreur de base de notre enseignement linguistique — et je crois pouvoir parler des deux groupes — je n'hésiterais pas à déclarer qu'on a tort de tout subordonner à l'expression orale. On y passe facilement trois heures par semaine, et on doit le faire, pour parvenir un jour à laisser la parole aux élèves. Or c'est à peu près tout le temps dont nous disposons et c'est nettement insuffisant. Erreur subtile, puisqu'il est bien dit dans les programmes officiels que le développement d'une oreille exercée garanti la reproduction fidèle des sons entendus. Allez-y voir! Je ne connais pas d'institution, du moins dans notre Province, qui ait élaboré un programme gradué de compréhension auditive. Quant aux autres provinces, je me contente de les juger sur l'absence de résultats tangibles.⁽¹⁾ Bref, on n'enseigne pas aux Canadiens à comprendre et à se comprendre.

Il faut apprendre à parler, coûte que coûte. C'est le spécieux mot d'ordre d'un bout à l'autre du pays, et l'on ne manque pas d'appuyer par l'argument psychologique de la motivation. Faites parler l'élève, sa participation est garante de son succès, se plaît-on à répéter. Encore une fois, l'erreur est subtile, car si l'oreille était satisfaite, je souscrirais volontier à la démarche orale. La réalité est tout autre. Au terme des études de High School ou du cours secondaire, les Canadiens sont donc censés avoir eu quelque huit ans pour apprendre à parler la langue seconde. Je n'ose risquer le pourcentage de ceux qui ne le savent absolument pas. A moins qu'on se contente des quelques stéréotypes qui permettent parfois de demander son chemin ou de commander un repas. . . Mais était-il nécessaire de peiner tout ce temps pour apprendre si peu? Et il y avait pourtant le cœur de l'autre nation qu'il fallait *écouter battre*.

La raison principale d'une telle faillite, demanderez-vous? Je crois la tenir dans le fait que le temps de parole sera toujours trop court pour la majorité des Canadiens. Le Canada est vaste et les milieux bilingues sont rares. Nos effectifs sont nombreux et le dialogue est plus ou moins factice. Pourtant, on pourrait faire beaucoup mieux, si l'on voulait bien ramener l'objectif bilingue à la portée de la majorité. "Parlez-vous français?

— Très peu, mais je le comprends assez bien." On peut donc *s'entendre*; on peut donc faire preuve de *compréhension* de part et d'autre.

J'ai la certitude que ce bilinguisme d'audition peut et doit être l'affaire de tous les Canadiens, où qu'ils habitent et quelque rare que soient les occasions d'entendre parler de vive voix. Dès maintenant, il n'y a pas une seule institution d'enseignement qui ne puisse l'envisager comme une forme spécifique d'*humanisme canadien*. C'est qu'on peut toujours suppléer à l'absence du partenaire par tous ces moyens audio-visuels dont fait grand état la pédagogie moderne. Il est bien évident que l'école canadienne devra exploiter à fond les aides techniques, les intégrer toutes à l'enseignement bilingue. Dites, vous, Monsieur le titulaire — you too, Mr. Headmaster — à qui l'on impose d'enseigner l'anglais, et qui parlez la langue à grand peine, ne céderiez-vous pas volontiers votre place aux voix étrangères qui, par le truchement du disque, du magnétophone, de la radio ou de la télévision, viendraient éduquer l'oreille de vos élèves et leur faire mieux comprendre par la même occasion l'homme derrière la parole? Au fait, je ne me permetrais pas cette interpellation si le nombre de ceux qui enseignent l'anglais ou le français "par la force des choses" n'étaient singulièrement élevé. La faiblesse de notre enseignement bilingue peut tout de même s'expliquer. Bien mal avisé toutefois qui blâmerait en bloc nos enseignants. Il n'y a pas encore si longtemps chez nous qu'on a conclu à l'impossibilité d'enseigner une langue seconde quand la connaissance pratique (skill) est inexistante. N'empêche que les structures scolaires actuelles, particulièrement l'enseignement de la langue seconde au cours élémentaire, invitent à maintenir ce non-sens pédagogique.

J'en arrive à trois suggestions de réforme qui pourraient donner un nouveau visage bilingue au Canada.

A L'ECOLE

1. Il importe d'élaborer une *pédagogie systématique et graduée* de la compréhension auditive: non pas se contenter d'écouter le maître dont l'accent, si impeccable soit-il, reste toujours une expérience unique; non pas prétendre satisfaire à cet impératif national en présentant, à l'occa-

VOYAGE EN EUROPE

2ème Voyage en Europe,
du 16 septembre au 11
octobre 1963.

Pour tout renseignement, appelez
RE. 3-9951, poste 312 ou 346. Une
circulaire explicative vous sera en-
voyée par retour du courrier.

sion, un disque en fin de cours ; mais former l'oreille et soutenir l'intérêt en ménageant tout au long des années le juste dosage de compréhension immédiate et de difficultés progressives.

J'indiquerai globalement la façon de canaliser les efforts vers cet objectif d'audition. D'abord il me paraît opportun de mener parallèlement un vaste programme de *lectures graduées*. L'idée m'en semble d'autant plus justifiée que l'enseignement systématique de la compréhension à la lecture, grâce à l'abondance du matériel actuellement disponible, est déjà lancé. Bien plus : j'oserais dire que nous avons en main des lectures suffisamment sérieuses pour tenter l'expérience d'une *programmation* et, partant, d'un *enseignement* hautement *individualisé* pour le cycle secondaire. Et puisque cette matière graduée nous est disponible par écrit, pourquoi ne pas la transposer sur le plan de l'audition ? A quand les écoles-pilotes ? A quand la commission pédagogique pour s'occuper enfin d'un problème national et linguistique ? Je n'ose pas mesurer l'importance du problème aux argents qu'on oublie d'y consacrer.

Il y a entre l'audition et la lecture une affinité évidente : ces deux formes de communication recouvrent une seule et même réalité de message, et l'on conçoit facilement que les mémoires visuelle et auditive viennent se compléter. Du reste, les linguistes établissent une distinction importante entre ces deux types d'habileté linguistique, dits "réceptifs", et le fait de parler et d'écrire la langue.

On a fait beaucoup de bruit ces derniers temps quant à la nécessité d'équiper nos écoles et collèges de *laboratoires de langues*. Je crois savoir aussi que ces installations techniques sont déjà nombreuses chez nos compatriotes anglais. A la bonne heure, si l'on veut bien se rappeler que le laboratoire de langues doit remplir des fins d'audition autant, sinon plus, que d'expression orale. Encore une fois, et pour ne pas oublier l'idée maîtresse de ce propos, tous ces dispositifs serviront admirablement le Canadien-anglais de Vancouver à fraterniser à distance avec le Canadien-français du Québec. Par la suite, qui dit qu'à l'occasion du passage d'une troupe française ou anglaise dans l'autre milieu, on ne soit pas tenté

de se rendre au théâtre ? Et qui dira alors que l'idéal d'un Canada bilingue n'est pas atteint, dans son expression culturelle aussi bien que pratique ?

AU RESEAU NATIONAL DE TELEVISION

2. La télévision doit s'emparer de cette idée et la concrétiser dans des *émissions éducatives* d'un bout à l'autre du pays. Les chances de succès me paraissent inespérées et les pellicules à caractère vraiment pédagogique restent toujours à faire. Mais ne soyons pas dupes ! N'allons pas croire que, sous prétexte que l'image tient un langage souvent bien éloquent, on puisse brûler les étapes d'un apprentissage ordonné. J'ai tout lieu de croire du reste que l'ingéniosité des réalisateurs peut s'exercer aussi facilement à l'intérieur d'un cadre pédagogique.

Si le cadre doit être pédagogique, le contenu des émissions y gagnera sûrement à se cristalliser autour du *fait canadien*. Je n'envisage pas comme utopique de voir se dérouler devant mes yeux, guidé par un commentaire approprié, le film du *modus vivendi* de mes compatriotes : littérature, histoire, institutions, coutumes, vie de tous les jours. Qu'on rappelle ensuite que le seul moteur de l'éducation, patriotique ou autre, est l'intérêt, j'applaudirai en pensant que nous aurons résolument mis le principe en application.

Apprendre à prêter une oreille attentive pour arriver un jour à apprécier des émissions bilingues : ce pourrait être une réalité prochaine. A ce propos, on se souviendra de la série de quatre émissions bilingues présentées il y a quelque temps aux deux réseaux de télévision, sur le thème de la Confédération. Le dialogue était sans doute marquant à plus d'un titre ; je retiens le caractère *bilatéral* du débat. Enfin, nous avons eu des échanges bilingues sans pour autant obliger quiconque à verser dans le littéralisme de la pensée ou, au pire, dans l'infantilisme verbal. (Cela se voit et s'entend couramment). On a dit que la nécessité de recourir à la traduction simultanée avait rendu le débat plutôt terne, et c'est juste. A un moment donné toutefois, un brin d'humour dit en français a détendu les "panelistes" anglais. La communication s'était faite sans traduction ; on n'avait que faire alors de la personne interposée. Se souviendra-t-on de cet

Formation d'un organisme de développement académique à l'U. de M.

Le premier président, le professeur Henri Favre, aura le statut d'adjoint au recteur.

L'Université de Montréal annonce la formation d'un organisme composé de professeurs, chargé d'étudier le développement académique de l'Université. C'est l'aboutissement logique d'une décision prise il y a trois ans, en avril 1960, lors de la création du Comité de développement et de construction où le corps professoral était représenté. Devant l'ampleur du travail de ce Comité, une division des tâches s'imposait, d'où la naissance de l'organisme de développement académique composé de sept professeurs, le Comité de construction continuant de s'occuper de l'exécution des travaux, avec le concours d'un personnel spécialisé : ingénieurs, architectes, etc.

Mandat :

Le nouvel organisme est une sous-commission permanente de la Commission des études.

instant de vérité ? Et, pour tout dire, cesserons-nous, surtout au niveau de nos classes intellectuelles, d'imposer le bilinguisme à sens unique ?

ENTRE COMPATRIOTES

3. Les professeurs de langues vivantes connaissent bien l'initiative du monde bilingue qui consiste à "jumeler" des villes de pays différents. Initiative logée à l'enseignement de la diffusion du bilinguisme comme du rapprochement des peuples. Les résultats sont appréciables.

Mais c'est un jumelage et des villes et des institutions et des enseignants et des étudiants qu'il nous faut au Canada ! Chaque fois qu'il est possible de rapprocher deux écoles, il devrait y avoir échanges réguliers dans le sens indiqué plus haut. Ce serait toutefois une demi-mesure que de limiter l'initiative à l'activité parascolaire. De plus, serait-il si extraordinaire de suggérer aux professeurs d'histoire, d'institutions et de littérature canadiennes, fussent-ils de tendances diverses ou même controversées, de dispenser leur enseignement dans l'autre maison ? Je suppose évidemment que les échanges de professeurs de langue seconde seront d'ici peu

Composition :

Cette sous-commission se compose du recteur, Mgr Irénée Lussier, ex-officio, ou son représentant, et des sept professeurs suivants : M. Henri Favre, le président, jusqu'ici directeur du département de chimie de la Faculté des sciences ; le Dr Jean-Paul Lussier, doyen et directeur des études de la Faculté de chirurgie dentaire et Me Pierre Martineau, vice-doyen et directeur des études de la Faculté de droit, tous deux choisis au sein de la Commission des études ; M. Maurice Bouchard, du département des sciences économiques et secrétaire de la Faculté des sciences sociales, économiques et politiques ; M. Michel Brunet, directeur du département d'histoire et secrétaire de la Faculté des Lettres ; le R.P. Adrien Pinard, c.s.v., directeur de l'Institut de psychologie ; le Dr Louis Poirier, du département d'histologie de la Faculté de médecine.

envisagés comme d'une extrême urgence ; il faudrait un vaste mouvement bilatéral dans cette voie pour revaloriser l'enseignement de la langue seconde. Quel énigme pour l'étranger de constater, d'une part, l'extrême facilité d'actualiser un tel projet et, de l'autre, l'indifférence apparente des "deux solitudes" canadiennes !

Je ne suis pas sans soupçonner que ce plaidoyer passera aux yeux de plusieurs comme un prétexte à subtiliser sur un autre sujet d'académisme. Voyons, on enseigne à comprendre et à parler en même temps ! Je répète que l'expérience, les conditions scolaires et les données de la pédagogie linguistique prouvent le contraire. Aussi, j'ai voulu montrer qu'en fonction de l'idéal confédératif, il valait la peine de proposer une pédagogie nouvelle du bilinguisme canadien. Souhaitons maintenant que des écoles-pilotes passent à la pratique le plus tôt possible. "L'enjeu" en vaut bien la chandelle.

Et si l'on persiste encore par la suite à qualifier le bilinguisme de "monstre à deux têtes"...

Maurice BRICAULT,
professeur
Collège Saint-Paul

Pourquoi hésiter ?

Avez-vous oublié

Le FONDS ANNUEL
DE L'ALMA MATER ?

FAITES VOTRE PART

Sous pli ma souscription 1962-63 au montant de \$
au Fonds Annuel de l'Alma Mater

Nom

(en lettres moulées)

Adresse

Faculté et année de promotion

IMPORTANT : S.V.P. faire chèque à l'ordre du "Fonds Annuel de l'Alma Mater" et faire parvenir à l'Association des Diplômés, 2222 Maplewood. Un double reçu pour fins d'impôt sera transmis pour toute souscription excédant \$1.00.